Parti Socialiste
Comité directeur extraordinaire
Samedi 14 mai 1988

Sommaire

Le président (Claude Estier)....1
Lionel Jospin 2
Laurent Fabius....12
Pierre Guidoni 14
Gérard Fuchs 17
Marie-Noëlle Lienemann 20
Geneviève Domenach-Chich....22
Jean Le Garrec....23
Pierre Mauroy....27

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier

Le président (Claude Estier)

Camarades, je déclare ouverte la séance du Comité directeur.
Vous comprendrez, chers amis, chers camarades, que j'ouvre cette séance en adressant en votre nom à tous, notre salut chaleureux à François Mitterrand, pour l'éclatante victoire qu'il vient de remporter.
(L'assemblée, debout, applaudit).
En lui exprimant comme vous venez de le faire par vos applaudissements notre reconnaissance pour la formidable campagne qu'il a menée contre Jacques Chirac.
Je voudrais aussi, naturellement, en votre nom à tous, adresser notre salut affectueux à Michel Rocard qui a été appelé aux fonctions de Premier Ministre.
(L'assemblée, debout, applaudit).
Michel Rocard à qui je voudrais dire en votre nom, mais il le sait, qu'il peut compter sur le soutien et la solidarité de l'ensemble du Parti.
(Applaudissements)
Une semaine après la victoire de François Mitterrand, le Comité directeur est réuni naturellement pour tirer les conclusions politiques de la nouvelle situation dans laquelle nous nous trouvons et aussi, et c'est un objet essentiel évidemment, pour désigner son nouveau premier secrétaire, puisque Lionel Jospin, confirmant l'annonce qu'il avait faite depuis plusieurs mois déjà, va nous donner officiellement sa démission de premier secrétaire.
Avant qu'il ne le fasse, je voudrais aussi en votre nom à tous le féliciter pour les hautes fonctions auxquelles il est aujourd'hui appelé, qui sont, comme vous le savez, les fonctions prioritaires dans l'organisation du nouveau gouvernement et le remercier pour la tâche qu'il a accomplie à la tête du Parti.

Contribution Jean Jaurès

(L’assemblée, debout, applaudit)
Sans plus attendre, je donne la parole à Lionel Jospin.

Lionel Jospin
Chers camarades, c’est ma dernière intervention devant vous comme premier secrétaire du Parti dans ce Comité directeur, aussi convient-il bien entendu qu’elle soit sobre. Effectivement, j’avais annoncé la décision de ne pas souhaiter le renouvellement de mon mandat comme premier secrétaire à l’issue de cette période politique, quel qu’en soit d’ailleurs le résultat, et sans naturellement fixer le terme de ce mandat, car ce terme relevait et de ma décision personnelle, et de la décision collective de nos instances, donc, de ce Comité directeur.
Sans doute si nous n’avions pas gagné l’élection présidentielle aurais-je assumé mon mandat jusqu’au Congrès suivant qui aurait, je pense, d’ailleurs été proche peut-être pour assurer les choses dans l’ordre.
Il en a heureusement tourné différemment, heureusement pour nous tous, heureusement je le crois aussi sincèrement pour le pays.
J’ai la chance d’annoncer cette décision et de remettre mon mandat au lendemain d’une magnifique victoire qui a été remportée par François Mitterrand grâce à ses exceptionnelles qualité d’homme d’Etat, grâce au jugement positif porté par les Français sur son septennat dans ses phases différentes, aussi bien les phases Socialistes de gauche, que la phase où il a été confronté à une majorité parlementaire et à un gouvernement de droite. En raison du jugement que les Français ont porté sur les deux hommes en présence pour assumer la plus haute charge, car une élection présidentielle reste une élection personnelle, du moins une élection par laquelle un peuple porte jugement sur la capacité d’un homme à incarner l’Etat et à gérer le pays, en tout cas à conduire ce pays.Cette victoire résulte aussi de l’exceptionnelle maîtrise politique, de l’habileté tactique, et ô combien, nous pouvons nous réjouir que ces qualités aient été rassemblées dans notre camp à partir du moment où elles ne mettent pas en question les principes, les valeurs, les rectitudes qui doivent être celles d’un homme et d’un responsable politique digne de ce nom.
Cette victoire récompense naturellement une grande habileté de comportement, une grande habileté tactique, une grande maîtrise d’une situation complexe qui fût celle de la cohabitation.
Je crois aussi que les Français ont voulu par là même, pas simplement désigner à nouveau l’homme d’Etat, Président de la République, celui qui incarne la France à l’étranger mais aussi celui qui proposait un modèle de démocratie, une façon de vivre ensemble, des grandes priorités pour le pays, une méthode pour affronter les contradictions, les conflits d’intérêts de la société française, une prise en compte de la diversité, de la complexité de ce pays. Je crois qu’ils ont aussi porté jugement sur cela.
Je pense enfin que même si l’élection présidentielle a été moins programmatique, moins idéologique, plus profonde plus subtile dans la campagne, elle-même, dans les motivations des citoyens et des citoyennes, je pense aussi qu’ils ont voulu marquer une vision politique, un projet politique lié

à la Gauche, éclairé par les réussites et les échecs de 5 ans de gouvernement sous la présidence de François Mitterrand, sous l'autorité de Pierre Mauroy, puis de Laurent Fabius éclairé par la comparaisons de ces 5 ans et les 2 ans de gouvernement de la Droite.
Je crois d'ailleurs que la Droite, et je l'avais dit dès le lendemain du 16 mars dans un article du Monde intitulé "un gouvernement de guichetiers" dont certains se souviennent je crois, que Chirac et ses conseillers ont commis un formidable contresens et une formidable erreur stratégique lorsqu'ils ont renoncé à emprunter contre le courant dominant de l'époque, contre leur victoire, contre les appétits qui existaient dans leur camp, le chemin d'un certain conservatisme éclairé oubliant les excès de l'idéologie des temps d'opposition et qu'ils ont eu que c'était sur une politique dure, sur une politique de revanche sociale, sur une politique d'extrémisme libéral, sur une politique de prise en main systématique de l'Etat, qu'ils pourraient confirmer deux ans après, leur victoire législative du 16 mars.
N'auraient ils pas fait cette erreur stratégique que malgré les qualités dont je parlais tout à l'heure à propos de François Mitterrand, malgré la force du Parti Socialiste, et j'y viendrai dans un instant, les choses auraient été pour nous, je le dis très franchement, plus difficiles.
Nous avons donc remporté cette victoire avec François Mitterrand, autour de lui, et en grande partie grâce à lui. Mais je pense qu'il est clair ici, même si, parfois, pour certains observateurs superficiels, cela semble ne pas l'être assez, que cette victoire n'aurait pas été possible non plus - et le Président, lui, en est convaincu - sans l'appui, la présence, la force, le rayonnement, l'engagement, le dévouement militant du premier parti français, du Parti Socialiste, de votre Parti, du parti que vous conduisez et que vous dirigez collectivement.
Nous avons dû nous adapter à une première phase qui a été celle de l'indécision sur les candidatures, du droit de chacun à défendre ses idées, à indiquer qu'il était prêt, au nom des Socialistes, à se présenter devant le pays, et nous avons su maîtriser cette période grâce à ceux qui en ont été les acteurs - je pense notamment à Michel Rocard et à Jean-Pierre Chevènement - grâce à notre maîtrise collective, grâce aussi à ce que j'ai essayé d'y mettre.
Puis est venue une autre période où cette question de celui qui serait notre candidat a commencé, au moins dans nos têtes, à se clarifier, et où nous nous sommes, par propos délibéré, par respect des institutions, par adaptation aux atouts qui étaient ceux de François Mitterrand, par sa volonté même, par la compréhension que nous avons eue que c'était ainsi qu'il fallait procéder dans la maîtrise du temps, engagés en campagne sans candidat déclaré, face à des mouvements politiques, face à des forces qui avaient des candidats déclarés. Le Parti a été capable de mener cette campagne sans que personne ne considère que nous n'avions rien à dire, que nous n'existions pas ou que nous étions dans une situation politique loufoque, baroque ou absurde. Au contraire, on a senti que le Parti Socialiste, ses dirigeants et moi-même, étions capables, par notre présence, par notre force, par nos propositions - propositions élaborées collectivement mais auxquelles Dominique Strauss-Kahn, on le sait, a beaucoup apporté -

Fondation Jean-Jaurès

d’opérer cette formidable démonstration, dans une situation politique que personne n’avait gérée ainsi avant nous et que nous avons su, là aussi, gérer.
Et puis naturellement, avec intelligence, sans tenter de tirer à nous la couverture, sans prétendre obstruer le devant de la scène, quand François Mitterrand a été candidat, nous avons su prendre notre part d’un rassemblement plus large, qui en termes politiques ressemblait quand même beaucoup à ce que nous étions, ou n’ajoutait pas forcément beaucoup à ce que nous étions, et nous avons accepté cela de bonne grâce, parce que cela était utile et parce que cela était symbolique d’un rassemblement, alors là, beaucoup plus profond, beaucoup plus naturel, qui se préparait dans le pays comme un mouvement populaire autour de François Mitterrand.
Pendant toute cette période où Pierre Bérégovoy a dirigé l’équipe de campagne de l’avenue Franco-Russe, dans des relations avec la direction du Parti et avec moi-même qui ont été constamment excellentes, le Parti a su apparaître comme il le fallait, ne pas apparaître trop, et en même temps a déployé toute sa puissance et toute sa force.
Les immenses rassemblements populaires faits autour de François Mitterrand, les millions d’affiches et de tracts qui ont été diffusés, le journal de François Mitterrand diffusé par nos soins, de façon militante, à 9 millions d’exemplaires - 3 millions seulement ayant été routés - le "4 pages" du Parti sur les propositions de François Mitterrand diffusé à 5 millions d’exemplaires, la Lettre de François Mitterrand diffusée de la main à la main à 4 millions d’exemplaires, les millions d’affiches, de bandeaux, qui ont été diffusés par nos militants, les milliers de réunions, les centaines de grands meetings tenus par les responsables issus du Parti Socialiste ou par nos responsables fédéraux, par nos élus locaux, tout cela a pesé formidablement dans la campagne.
Je voulais que cela soit dit et je voulais surtout remercier le Parti, le Comité directeur, de ce qui a été fait et accompli dans cette période.
A ce propos, je pense que le travail fait par le groupe parlementaire, sous l’autorité de Pierre Joxe, par les assistants du groupe, notamment dans tout le processus de réponses aux questions d’argumentaires, a été très important.
Je voudrais dire que la mobilisation de la fédération nationale des élus Socialistes et républicains opérée derrière Pierre Mauroy a été décisive, car vous vous souviendrez, certains des plus anciens - encore jeunes - que cette mobilisation, insuffisante, avait peut-être été une des causes de cet échec si infime en 1974.
Je voudrais aussi rendre hommage à deux camarades qui ont joué, souvent très tôt, un rôle très important dans cette campagne, et je veux, moi, que les hommages soient rendus, car ils ne sont pas toujours dans les gazettes distribués comme, moi, je sais que le travail est fait. Je voudrais dire qu’Henri Emmanuelli, sur les problèmes de communication, et André Laignel, sur les problèmes de trésorerie, ont apporté considérablement, avec leur équipe, à cette campagne. Ils l’ont fait très tôt. Il faut que vous sachiez qu’à partir de l’automne de 1987 nous avons commencé à travailler, sans que personne ne le sache, parce que ce n’était pas possible, avec ceux qui ont formé l’équipe de communication,

sur les premiers messages, nous avons commencé à réfléchir sur les meetings et, de ce point de vue, l'équipe d'organisation du Parti, celle qui a conduit ces immenses rassemblements, le secteur fédérations et ceux qui y ont travaillé, ont joué également un rôle très important.
Nous avons donc très tôt, avec André Laignel et Henri Emmanuelli, préparé des décisions qui sont apparues ensuite et je voudrais que cela se sache, je voudrais que cela soit connu du Comité directeur du Parti.
Donc, l'ensemble de la direction, l'équipe de campagne, le Bureau exécutif, pendant toute cette période, ont été à mon sens à la hauteur de notre tâche et je me réjouis que cela ait conduit à la victoire.
J'interviens dans ce Comité directeur après que m'ait été confiée effectivement, par le Président de la République et le Premier Ministre, une très importante responsabilité, pas importante véritablement - même si cette dimension existe dans les symboles de l'Etat - par le statut qui est le mien, mais importante par la mission qui m'est confiée intrinsèquement, et aussi parce qu'elle avait été désignée par François Mitterrand comme sa première priorité, en tout cas l'une de ses priorités essentielles.
Croyez bien que, dans cette nouvelle fonction, je m'efforcerai à la fois de servir nos idées, nos valeurs, je garderai naturellement le contact avec le Parti, mais je m'efforcerai aussi de servir l'intérêt général et le pays.
Je voudrais vous dire ici, parce que je le pense profondément, à la fin de ce mandat de sept ans, que je n'aurais pas eu cette responsabilité sans vous, sans le PS, sans le travail que j'ai accompli à votre tête pendant sept ans, car je suis convaincu, même si j'ai eu des moments difficiles, même si j'ai senti parfois le poids de l'usure, que cette action de sept ans m'a à la fois formé et transformé comme responsable politique. Le secrétaire national plus jeune, que François Mitterrand avait choisi comme secrétaire à la coordination, peu de temps avant, qui ne s'était fait connaître que par des stages de formation, un certain travail sur le plan international, une gestion après tout pas maladroite des problèmes PS/PC, et qui s'est trouvé à la tête - derrière lui, derrière ce monstre sacré de la politique française, cette personnalité Socialiste - projeté à la tête du Parti, personne, et pas moi, ne pouvait savoir comment il accomplirait ce parcours.
Je l'ai accompli... Je n'ai pas à porter de jugement sur celui-ci. En tout cas, moi, je sais qu'il m'a profondément formé et transformé et que, si cela s'est produit, c'est que j'ai reçu énormément de vous tous, notamment de ce Comité directeur et d'un certain nombre d'amis que je vois ici, qui se reconnaîtront dans mon regard ; j'ai beaucoup reçu, j'ai essayé moi-même de beaucoup donner, en tout cas de donner autant qu'il m'était possible.
Ce que j'ai voulu faire dans cette période, accompagnant un processus politique que nous avons conduit collectivement, que le chef de l'Etat a conduit, que les gouvernements de la France, quand ils ont été Socialistes, ont conduit, à la place donc qui était la mienne, c'était de défendre le PS partout dans le pays, de défendre ses idées, ses valeurs, ses hommes, son image, son organisation. J'ai voulu aussi constamment, dans cette période, l'unir, le rassembler. J'ai voulu en même temps en respecter la diversité, non pas la subir fatalement, la faire

Collection Jean Daniel

évoluer, non pas comme une photographie, plutôt comme un mouvement cinétique, avec des modifications, mais j'ai voulu en respecter la diversité, j'ai voulu en suivre - quand elle m'a parfois précédé, car il est arrivé que le Parti ou que certains dans le Parti pensent plus vite que moi - ou en préparer - quand parfois j'ai pensé plus vite que d'autres -l'évolution, l'évolution dans sa pensée, l'évolution dans son message politique, l'évolution aussi dans le rapport qu'il établit par rapport à l'action d'Etat, à ses contraintes et à ses responsabilités.
J'ai voulu constamment, avec vous tous et sans trêve, quels qu'aient été les débats, affirmer le soutien du Parti, sa solidarité avec le Président de la République et les gouvernements de gauche, soutien d'autant plus fort qu'il était volontaire, qu'il était le résultat d'un mouvement de conscience et qu'il n'était pas cité par la subordination car, dans le même temps, j'ai souhaité, vous le savez, constamment assurer son autonomie d'existence, parce que sinon notre Parti, dans l'absolu et dans le relatif des institutions qui sont les nôtres, ne pourrait pas vivre.
Je l'ai fait avec vous et je vous remercie de l'appui constant que vous m'avez apporté dans cette tâche.
Aujourd'hui, nous avons deux points essentiels à notre ordre du jour :
- d'abord, nous situer dans la situation politique actuelle, au-delà de ce que nous avons déjà accompli et de ce qui est en train de se faire.
- ensuite, choisir, élire, car c'est à nous qu'il revient de le faire, le nouveau premier secrétaire du Parti.

En ce qui concerne les problèmes de la situation actuelle et sans revenir ici, parce que je ne m'y suis pas préparé, à une analyse complète de la victoire de l'élection présidentielle, des raisons pour lesquelles elle a été possible, des contradictions ou des inquiétudes qu'exprime le vote du premier tour, notamment avec la poussée extrémiste, sans refaire donc ici l'analyse de la victoire, analyse à laquelle nous avons procédé au Bureau exécutif, notamment, mercredi, analyse que nous avons aussi - les dirigeants du Parti, et notamment moi-même - projetée sur les médias par nos déclarations de l'après premier tour et de l'après second tour, je veux plutôt limiter mon propos - parce que je pense que ce sont deux questions politiques importantes, au-delà des orientations du Président qui sont connues et que le gouvernement aura progressivement à mettre en oeuvre - à deux points :
- le problème de l'ouverture ;
- et le problème de la dissolution.

Ouverture ou pas ? Et quelles limites à cette ouverture ?
Je n'ai entendu personne - et cela m'a frappé de voir que les propos après le 8 mai étaient plus positifs dans cette direction qu'ils ne l'étaient avant, en tout cas si je me souviens de quelques débats intérieurs que nous avons pu avoir - qui ne soit pas favorable à l'ouverture si celle-ci signifie rassemblement autour du Président de la République de la majorité qu'il a constituée dans le pays, des orientations qu'il a fixée, et rassemblement autour des Socialistes comme force essentielle, comme axe non seulement du gouvernement, mais aussi d'une future majorité.

Fondation Jean-Jaurès

Nous n'avons jamais exclu l'ouverture et nous avons commencé à la faire. Je suis assez frappé - mais j'aurai peut-être l'occasion de m'en expliquer, puisque je fais le Club de la Presse dimanche - de voir les premiers commentaires des médias sur le gouvernement disant : "gouvernement de fermeture !.. Pas d'ouverture !…" comme si nous en étions responsables.
D'abord, je voudrais dire clairement ici que, sur les 42 membres du gouvernement, entendu au sens large - les ministres, les ministres délégués et les secrétaires d'Etat - 60% sont membres du Parti Socialiste et 40% ne le sont pas. Cela ne veut pas dire qu'ils soient forcément hostiles aux Socialistes, cela ne veut pas dire qu'ils soient forcément étrangers aux idées de gauche, j'en conviens. Mais alors, serait-ce condamnable après cette victoire que nous avons remportée ?
Mais malgré tout certains viennent d'un autre horizon politique à travers un cheminement qui n'est sans doute pas achevé, mais dont je ne mets pas en doute les motivations. En tous cas 60% de membres du PS, 40% de non Socialistes dans ce gouvernement, cela me parait dans le contexte politique qui est le nôtre une volonté d'ouverture confirmée au niveau du gouvernement, de la part du Président et du Premier Ministre.
J'ai entendu comme vous sur les médias un certain nombre de personnalités qui il y a quelques jours encore appelaient à voter pour Chirac, qui quinze jours avant, appelaient à voter pour Chirac ou pour Barre, qui n'ont pas rompu avec leurs formations politiques qui sont intégrées à une ancienne majorité, toujours majoritaire pour le moment à l'Assemblée, de Droite, et qui se définissaient jusqu'à ces derniers jours encore de cet te façon. Car moi, j'ai une pensée simple, j'ai toujours pensé que pour qu'il existe un centre en France, il fallait qu'il rompe avec la Droite, et les motifs de rompre avec la Droite d'ailleurs n'étaient pas absents, s'ils voulaient bien les trouver et les choisir. Ils auraient pu d'ailleurs, pour les meilleurs d'entre eux, et s'ils avaient voulu exister de façon autonome, se donner enfin une chance d'apparaître autrement que comme des éléments velléitaires, s'ils avaient voulu apparaître comme une force politique amorçant un trajet, existant elle-même, quoi qu'on pense des relations qu'on aurait dû alors établir avec elle, comme une force autonome, y compris pendant les deux ans de gouvernement de la Droite mais où les occasions n'avaient pas manqué : sur la Nouvelle-Calédonie, sur l'audiovisuel, sur une ou deux questions sociales, il était possible à un certain nombre d'hommes et de femmes, compte tenu de la situation arithmétique à l'Assemblée, de dire : voilà notre position, il faudra que vous l'acceptiez, sinon nous reprenons notre liberté. Ils ne l'ont pas fait.
Or les mêmes, dont beaucoup sont certainement des personnalités estimables, que certains d'entre nous côtoient dans d'autres assemblées, par exemple européennes, mais parfois aussi nationales, dans leurs dernières déclarations sur les médias n'ont en rien donné l'impression, à part le refus clair des rapports avec le lepénisme, ce qui est certainement une constatation positive, qu'ils entendaient rompre sur un certain nombre de points, qu'ils entendaient faire mouvement. J'ai entendu des hommes et des femmes nous dire : « nous

jugerons... peut-être voterons-nous tel texte, peut-être ne voterons-nous pas celui-là... Il faudrait que vous nous garantissiez que l'assemblée sera encore là dans trois mois ou dans six mois... »
J'ai vu des exigences, je n'ai vu aucun engagement, je n'ai vu aucune garantie. Mais je ne développe pas ce point, j'y reviendrai à propos de la dissolution.
Je considère donc que pour ce qui relève de nous, nous avons effectivement pratiqué l'ouverture et que si nous ne l'avons pas pratiquée davantage, c'est que nous avons trouvé en face de nous des interlocuteurs qui, eux, faisaient preuve encore de fermeture, d'excès de précautions, ou qui n'avaient pas encore largué leurs amarres avec le monde conservateur.
Je crois que ce processus d'ouverture doit être poursuivi, que le gouvernement l'a exprimé, que le gouvernement l'exprimera peut-être à nouveau dans l'avenir si l'on peut supposer que celui-ci, ce gouvernement connaisse éventuellement des évolutions. Je pense aussi qu'il reviendra sûrement au Parti de manifester sa capacité d'ouverture. Cela peut être dans son sein si la volonté s'exprime, je pense personnellement qu'il ne devrait pas être impossible, avec un certain nombre de nos partenaires de la Gauche, avec un partenaire traditionnel de la Gauche représenté au gouvernement, d'examiner peut-être dans les mois qui viennent - mais ce sera à la direction du Parti, au prochain premier secrétaire, en fonction de leurs intentions de voir si c'est possible - si on peut travailler ensemble de façon peut-être plus étroite, pour dépasser un certain nombre de clivages qui n'ont peut-être plus qu'une valeur historique.
En tous cas moi, je considère qu'une telle évolution par exemple de nos rapports avec le MRG serait sûrement souhaitable.
Je pense aussi que le Parti, surtout s'il devait être confronté à une échéance électorale, devra examiner, si l'on vote au scrutin majoritaire dans les circonscriptions telles qu'elles sont, comment il peut lui-même intégrer le processus de l'ouverture. Le fait de voter, si l'on devait voter, avec ce mode de scrutin peut avoir des conséquences terribles pour le nombre de parlementaires émanant du Parti Communiste. Je pense que cette question, dans le respect total de l'indépendance, de la fierté, des décisions autonomes du Parti Communiste, la direction du Parti Socialiste doit être capable de montrer qu'elle a l'esprit de responsabilité suffisant pour la prendre en compte...
(Applaudissements)
Je suggère qu'elle soit ouverte à la façon dont elle est prête à aborder cette question.
Mais naturellement nous le voulons écraser personne de notre superbe ou de notre générosité qui pourrait être considérée comme offensante. Il faudrait donc exprimer cela avec prudence. Mais je crois que cet esprit d'ouverture devrait exister car j'ai toujours considéré personnellement que l'ouverture ne devait pas se faire nécessairement dans un seul sens, qu'il y a une sensibilité historique, en réduction en raison des fautes considérables de la direction du Parti Communiste et de l'évolution sociologique, culturelle et politique importante qui ont abouti à la réduction de ce courant, mais je pense qu'il existe un courant, une sensibilité Communiste qu'il faut être capable de prendre en compte.

Je pense aussi que cet esprit d'ouverture devrait se manifester dans d'autres directions et que dans les désignations, dans le fait d'être présent ou de ne pas être présent à tel ou tel endroit, de ne pas affronter la bataille dans telle ou telle circonscription, nous pouvons éventuellement essayer de manifester cet esprit d'ouverture dont je parlais dans des directions différentes.
C'est un dossier complexe que le prochain premier secrétaire, que le secrétaire aux élections et que la collectivité, la direction du Parti Socialiste auront à prendre en compte, et je voudrais dire qu'il me semble que le Parti Socialiste doit accepter d'aborder cette période d'une élection éventuelle avec cet esprit d'ouverture et le traduire dans les faits.
J'en viens maintenant au deuxième point, et je serai désormais très bref, dissolution ou pas.
Je reste ici devant vous sur la position fixée par le Parti dans son Congrès et renouvelée dans une instance pas tout à fait faite pour cela, dans la convention qui a adopté ces propositions, à savoir que cette décision relève des prérogatives du Président de la République et je ne me prononcerai pas ici, devant le Comité directeur, pour dire : je veux ou je ne veux pas la dissolution. Mais je voudrais, car c'est de ma responsabilité de responsable du Parti, ne pas fuir cette question et l'éclairer politiquement.
Quels sont les avantages d'une dissolution ?
On peut penser, et les sondages l'indiquent - maintenant sont-ils fiables ? - qu'après une victoire de François Mitterrand par 54% des voix, une élection rapide utilisant cette dynamique, fondée sur l'idée qu'il vaut mieux donner au Président la possibilité d'agir sur une majorité, peut amener dans une élection législative à une victoire de la Gauche, une victoire des Socialistes avec un groupe parlementaire important, peut-être même une majorité absolue.
Voilà l'avantage que les politiques naturellement ne doivent pas négliger, car les occasions historiques ne se renouvellent pas forcément et les dynamiques créées, quand elles sont perdues, ne se reconstituent pas non plus aisément.
Quels sont les inconvénients ?
Les inconvénients, c'est que certains nous disent, y compris parfois dans nos rangs, ou à l'extérieur de nous au sens strict, mais de la part de quelqu'un qui compte beaucoup pour nous : est-ce qu'une victoire - elle n'est pas non plus certaine, il y a toujours un risque dans une bataille - des Socialistes, si c'était l'hypothèse, ne risquerait pas de redonner aux Socialistes des illusions sur ce qu'ils représentent ? Ne risquerait-elle pas de bloquer ce processus d'ouverture destiné à casser la Droite, à freiner le lepénisme, à rééquilibrer le dispositif politique français sans renoncer à nos valeurs et à notre force ? Est-ce que cela ne risque pas de donner l'impression à l'opinion que c'est à nouveau, malgré le raz de marée électoral et parlementaire éventuel, des Socialistes minoritaires qui gouvernent ? D'autant que nous n'avons même pas l'appui des Communistes, ce qui peut paraître comme un élément de moins, même si pour certains cela peut être dans l'opinion un élément de plus.
Je comprends ce raisonnement et je l'intègre. C'est pourquoi, d'ailleurs, je disais : ne pouvons-nous pas, dans un processus éventuel, intégrer l'idée d'ouverture

Collection Jean Jaurès

pour notre propre compte ?
Mais je pose la question : y a-t-il un schéma alternatif ? Voilà ! C'est la question que nous devons nous poser. Je ne porte pas de jugement sur les alliances qu'il faudrait alors passer ou non pour le moment, parce que je crois que cette question est un peu dépassée, ou alors qu'elle est à venir, et qu'on en discutera le moment venu. Je donnerai mon sentiment à ce moment là.
Mais si effectivement le Président de la République derrière son succès, le gouvernement qui vient de se mettre en place et qui légitimement doit pouvoir disposer à l'Assemblée d'une majorité pour pouvoir conduire sa politique, obtenaient dans l'Assemblée telle qu'elle est des appuis suffisamment nombreux, suffisamment clairs, suffisamment déterminés, fondés sur un contrat, d'un certain nombre d'hommes et de femmes qui nous diraient : nous passons contrat avec vous sur des objectifs, et nous vous garantissons que jusqu'à la fin de la législature nos voix ne vous manqueront pas, vous avez constitué une nouvelle majorité, vous pouvez gouverner, intégrez-nous, prenez-nous avec vous, ouvrez le gouvernement, ne dissolvez pas, poursuivons l'expérience, recomposons le paysage politique français, je dirais : je ne sais pas si nous devons le faire, je dirais : je ne sais pas comment, avec qui nous devons passer des alliances; je dirais : je ne sais pas quel gouvernement nous devons former, mais je dirais : le schéma politique institutionnel du point de vue du Président, du point de vue des garanties de gouverner, du point de vue de la stabilité du gouvernement, du point de vue des engagements de chacun, ce schéma politique est clair, il nous permet d'agir.
Nous aurions à nous prononcer sans doute ici, au niveau du groupe, pour savoir comment nous le faisons, et il n'est pas du tout évident que nous pourrions le faire en tout état de cause avec les forces politiques anciennes telles qu'elles sont constituées, avec les partis tels qu'on les connaît. Je suis, moi, convaincu que si un processus de ce type doit se faire à un moment ou à un autre, je le dis, autour de nous, autour de nos valeurs, avec nous comme force centrale, nos orientations étant prises en compte, cela passera par une décomposition de la Droite et par une recomposition politique qui fera peut-être émerger une force centriste, mais une force centriste véritable, qui aura rompu avec la Droite, sur des problèmes politiques essentiels, et alors cette question pourra être examinée valablement par nous.
Mais sans trancher cette question du contenu politique, du contenu programmatique des questions de principe touchant à ces alliances éventuelles, je ne vois pas, dans la situation politique actuelle, que ce schéma existe. Je vois des hommes et des femmes individuellement qui disent : ah... bien peut-être, on vous promet que si vous attendez, on votera peut-être un texte, et puis peut-être que dans trois mois on vous laissera vivre, ou bien on vous tordra le cou. On a un processus absurde ! Le président de la République, dans la 5ème République, réélu avec une telle majorité, a besoin pour son gouvernement d'une majorité qui soit sûre, d'une majorité qui soit forte, d'une majorité qui soit stable, et je dirai en outre, me semble t-il, même si des hommes et des femmes de bonne volonté viennent nous rejoindre, une majorité qui soit une majorité de progrès,

une majorité qui reprenne en compte nos principales valeurs et nos grandes orientations.
C'est pourquoi personnellement, au stade où nous sommes, et sans que je veuille que le Comité directeur en rien prenne sur ce point des résolutions et des décisions, mais qu'il dise son sentiment pour lui-même et qu'ainsi ses responsables, son premier secrétaire, puissent demain valablement transmettre notre opinion politique à ceux et à celui qui a à prendre la décision, c'est pourquoi personnellement je ne vois pas un schéma alternatif qui soit à la fois garanti sur le plan institutionnel et qui en outre évite la confusion sur le plan politique.
Gardons donc la démarche de l'ouverture, gardons la démarche du rassemblement, mais faisons le avec réalisme politique, celui dont nous avons su faire preuve. Faisons-le en répondant aux aspirations de ceux qui ont voté pour nous, ne nous lançons pas dans des combinaisons qui seraient peut-être dangereuses, qui pourraient peut-être troubler ici un Parti qui ne l'est nullement parce qui vient d'être décidé, notamment au niveau du gouvernement, je le crois, et qui pourraient en plus fragiliser notre oeuvre commune et l'action du Président de la République.
Voilà ce que je veux dire pour éclairer politiquement cette question et de l'ouverture ou de la dissolution. Le Président de la République prendra une décision sur ce plan et un certain nombre d'entre vous ont peut-être eu l'occasion de discuter avec lui... Nous voyons comment la situation évolue. Je pense que nous pouvons attendre dans le calme et si nous devions à un moment ou à un autre donner nos sentiments, parce qu'on nous consulterait, nous les donnerions.
Peut-être aujourd'hui, pouvons-nous commencer à l'élaborer... je dis bien, pour nous-mêmes... je le ferai dans mes déclarations publiques... je ne parle plus au nom du Parti en tant que tel, mais en tant que Socialiste, en tant que responsable, je dirai ce que je pense.
Je termine d'un mot sur le choix du premier secrétaire.
Il faut donc élire aujourd'hui un premier secrétaire du Parti Socialiste pour assurer ma succession Les statuts veulent que ce premier secrétaire soit élu par le Comité directeur, quelles que soient d'ailleurs les circonstances politiques.
Je veux dire par là que même lorsqu'il y a un Congrès du Parti, c'est au lendemain de ce Congrès, dans nos statuts actuels, que le Comité directeur élit le premier secrétaire.
C'est un choix que nous ferons donc aujourd'hui, que nous ferons dans la sérénité et dans la démocratie.
C'est un choix qui engage l'avenir et c'est un choix naturellement sur lequel le Parti, dans l'avenir, à travers ses instances normales, à travers son Congrès, au moment où il se déroulera, aura à se prononcer à nouveau sur et à partir des problèmes d'orientations politiques qui, dans notre Parti, déterminent les choix de direction, sinon strictement le choix du premier secrétaire. Généralement, le premier secrétaire ne se distingue pas du Parti. Il est le premier parmi d'autres.
C'est tout ce que je veux dire sur ce point.

Collection Jean Daniel

Je considère qu'achevant ma tâche, je n'ai pas à faire davantage sur ce terrain et je préfère, au contraire, après avoir regagné symboliquement ma place - et j'y tiens, croyez-le bien - ma place de membre du Comité directeur, dans une instance, je préfère que ce soit Claude Estier, le moment venu, comme deuxième point de l'ordre du jour - qui est celui qui va centrer cet ordre du jour aujourd'hui - qui nous dise dans quelles conditions l'élection du premier secrétaire peut être abordée par le Comité directeur aujourd'hui.
Je pense qu'il est mieux que ce soit à lui, notre président, de le faire.
Merci encore à tous pour ce que vous m'avez apporté et de toute façon, vous le savez, je suis avec vous et je continuerai à combattre, penser, agir... j'allais dire, un peu "aimer"... je pensais simplement à la fraternité... avec vous.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Merci encore à Lionel Jospin.
Je crois que dans la logique de son intervention, nous pourrions avoir maintenant un débat que je pense, certains souhaitent, parce qu'il me semble - et cela m'a été suggéré par beaucoup de camarades - qu'il serait bon que nous puissions en terminer pour l'heure du déjeuner.
Nous pourrions engager le débat maintenant et en second point de l'ordre du jour, passer à la désignation du nouveau premier secrétaire.
Je prends les inscriptions pour le débat.
Les intervenants sont Laurent Fabius, Guidoni, Fuchs, Villemain, Domenach-Chich, et Legarrec. D'accord ? La parole est à Laurent Fabius.

Laurent Fabius
Chers camarades, mon intervention sera courte.
Je veux d'abord, avec vous tous, saluer la formidable victoire de François Mitterrand et dire - et nous le savons les uns et les autres – que ceci est le résultat d'une longue démarche, et même d'une longue marche, difficile, qui a trouvé sa consécration en 1981, et une nouvelle consécration peut-être encore plus belle que la première en 1982.
Dans la dernière période, si la victoire était possible, c'est bien sûr à cause de la capacité exceptionnelle du candidat.
Je voudrais souligner, comme cela a été fait, le rôle très important qu'a joué notre Parti et sous la direction de Lionel Jospin, et sous la direction, à l'état-major de campagne, de Pierre Bérégovoy. Tout le monde était sur le pont.
Je ne vais pas épiloguer sur cette victoire sinon, me permettre de souligner ce qui me paraît le plus important à long terme.
Je crois qu'elle change presque radicalement la perception historique que l'opinion, y compris l'opinion de gauche, aura dans le futur des Socialistes. Cela veut dire - car François Mitterrand n'a pas mis son drapeau dans sa poche - que la Gauche a vocation à marquer son temps, en gouvernement et en durée.
La question était de savoir quelle était cette ou la parenthèse... n'injurions pas l'avenir... c'est fini, mais réélire un Président de gauche, montrait que ces 5 années n'étaient pas un accident de l'histoire, car aussi la victoire de 1988 a été

Fondation Jean-Jaurès

préparée... montrait que dans l'esprit de notre Peuple, c'est plutôt la période de la Droite ultra-libérale qui a été une parenthèse et cela nous ouvre de nouveaux champs pour le futur. C'est un changement, cela est une signification historique pour nous tous, pour ceux que nous représentons, pour nos idées extraordinaires.
Le gouvernement a été mis en place. Il est conduit par Michel Rocard. Il a et aura notre soutien notre amitié. Le Parti conservant, comme il l'a toujours fait, sa diversité mais apportant un soutien profond à l'équipe gouvernementale.
Malgré tout, il y a de multiples problèmes à régler, des problèmes très compliqués quand on en fait la liste.
Cela commence par l'urgence de la Calédonie, les problèmes économiques et sociaux, nationaux et internationaux.
Je veux donc assurer aux camarades ministres, je veux les assurer de ma solidarité.
Parmi tous les problèmes qu'il aura à traiter, l'un des plus difficiles faisant la liaison avec l'élection, c'est le problème de l'extrême droite.
Je souhaite que le Parti Socialiste soit le fer de lance de la lutte contre l'extrême droite. On ne peut pas tirer avantage du problème de l'extrême-onction... personne ! Nous sommes d'ailleurs tous d'accord sur cet objectif. La question est posée.
Nous en avons fait l'expérience dans nos circonscriptions, et les résultats sont différents selon les zones géographiques, la sociologie, etc. Je suis convaincu que dans les mois qui viennent, en liaison avec le gouvernement, il va nous falloir réaffirmer d'une façon claire, compréhensible, nos valeurs et montrer en quoi les valeur de Le Pen sont inadmissibles, montrer dans la vie quotidienne comment on peut répondre à ces problèmes qui sont posés.
Un jour, il avait dit "la France est heureuse ou malheureuse..." à vrais problèmes, mauvaises réponses... non pas pour entrer dans une logique, mais parce que c'est vrai que des gens ont voté pour l'extrême droite et s'ils l'ont fait, c'est parce qu'il y a un problème, et c'est qu'il y a quand même une raison. Ce ne sont pas tous des milliardaires du 16ème arrondissement.
Donc les valeurs, la vie quotidienne, et ce qui nous apparaît tous, en tout cas, moi, c'est la fonction d'encadrement... ce mot n'est peut-être pas le mieux choisi.
J'ai lu un bouquin sur ce qui s'est passé à Marseille et je discute souvent avec des amis sur le terrain.
Il est vrai - pour employer un terme un peu excessif - que cela concerne les structures, les canalisations sociales, l'encadrement : le Parti Communiste, les syndicats, parfois des mouvements associatifs et aussi des mouvements religieux, d'autres encore... tout cela s'est effiloché. Et qui peut prendre le relais ? C'est nous... parce que nous sommes la première force. Et donc nous avons sur ce plan une responsabilité extraordinaire.
Nous ne pourrons bien assumer les choses qu'avec un parti évidemment en marche. Il l'est, très puissant très actif, très fort, et très présent sur le terrain populaire.
Evidemment, il faut s'ouvrir aux couches moyennes, aux couches nouvelles. Je

Fondation Jean-Jaurès

suis le premier à le proposer, mais il faut le faire et peut-être avec des différences sociologiques, là où on a mieux tenu peut-être, c'est une grille !
C'est là où nous avons la capacité d'être plus fortement ancrés dans la réalité populaire même si pour des raisons évidentes, dans le sud est, il y a des difficultés considérables que subit la population.
Le Parti a cette mission et il en a beaucoup d'autres. Je ne vais pas les énumérer. En tout cas, cela nous confère à partir de cette victoire historique de François Mitterrand, si une dissolution devait intervenir avec des problèmes qui sont à régler, une responsabilité de premier plan pour traiter de ces questions au-delà de la dissolution.
Il est évident que le Parti, dans ses profondeurs, le moment venu, devra être consulté. Tout le monde le sait. En tout cas, j'insiste sur le rôle fondamental que peut avoir le Parti dans cette période.
La deuxième remarque, finale, sera pour dire ceci dans le contexte actuel, nous allons désigner notre premier secrétaire.
Vous savez que j'avais fait acte de candidature parce que tout simplement je pense que je peux aider, avec vous tous, à préparer l'avenir et le développement du Parti.
Pierre Mauroy va être désigné, il aura à relever tous ces défis dont j'ai parlé et beaucoup d'autres. Je veux lui souhaiter plein succès, plein succès et amitié, parce que c'est le succès du Parti et de ses idées qui nous importe.
Merci beaucoup.
(Vifs applaudissements)

Le président - Pierre Guidoni, ensuite Gérard Fuchs.

Pierre Guidoni
Chers camarades, je crois qu'aucun de nous ne souhaite que cette réunion du comité directeur se prolonge au-delà des limites fixées, mais il nous paraissait assez naturel, à la suite de cette grande victoire et à la veille d'autres batailles, que chacun, brièvement, s'exprime et donne son sentiment.
Nos sentiments vont bien entendu d'abord vers celui qui nous a conduits dans ce combat, qui a arraché cette magnifique victoire, je pense souvent à comparer la situation qui est la notre collectivement à celle qu'ont vécu dans d'autres générations des militants Socialistes qui nous valaient bien, mais qui n'ont pas eu, eux, la chance historique, de vivre la période que nous vivons, qui n'ont pas eu la chance historique d'être affrontés aux responsabilités du pouvoir et de pouvoir mesurer jour après jour s'ils avaient eux-mêmes la capacité nécessaire pour les assumer.
Sachons aussi mesurer cette chance et cette responsabilité.
Je voudrais également, au moment où il quitte ses fonctions rendre hommage au rôle qu'a joué et qu'a assumé Lionel Jospin ; je ne veux pas le faire en revenant sur les sept années pendant lesquelles il a été notre 1er secrétaire, mais simplement lui dire à quel point nous avons été sensibles, pas seulement tout à l'heure, mais au long de ces sept ans, à sa capacité à mettre en oeuvre le dernier

Fondation Jean-Jaurès

mot de son intervention de ce matin qui était la fraternité. Il n'est pas toujours vrai que ce sentiment soit dominant dans la vie quotidienne de notre Parti et il était bon que ce matin cela soit rappelé.
Grande victoire, victoire qui ouvre bien sur une période complexe et difficile.
Je voudrais, des élections elles-mêmes, tirer brièvement deux enseignements :
Le premier, c'est qu'en effet la réaction d'une partie de la presse, la réaction de ceux qui nous entourent et nous observent a, depuis, quelques jours, quelque chose d'un peu surprenant, et tout se passe comme si on exigeait de nous que nous considérions que nous n'avons pas gagné ces élections présidentielles.
Or, mes chers camarades, et je ne reviens pas sur le rôle déterminant qui a été celui de notre Parti, les résultats eux mêmes parlent et montrent bien que le rassemblement, l'ouverture, la France unie, ne sont pas derrière nous, mais devant nous, ne sont pas un acquis, mais quelque chose qui reste à construire.
Au premier tour, c'était les nôtres, au second tour, c'était ceux qui se sont rassemblés sur nos valeurs et nos principes tels qu'ils étaient présentés par le Président de la République et si Chirac avait gagné avec 51, 52 ou 53% des voix, ne vous inquiétez pas, il aurait dit : c'est une victoire de la Droite ! Nous n'avons pas, nous à proclamer que c'est une victoire de la Gauche, mais sachons entre nous être conscients du fait que la Gauche politique de rassemblement sur laquelle, je crois, nous sommes tous d'accord, et je ne reviens pas sur ce que disait Lionel Jospin et que j'approuve, est devant nous, reste difficile et nous posera encore sans doute beaucoup de problèmes dont nous aurons à discuter.
C'est une victoire, je disais, de nos principes et de nos valeurs et combien dérisoires paraissent aujourd'hui les proclamations de ceux qui, avant l'élection présidentielle, parlaient, par exemple, de la nécessité de renoncer au système archaïque de protection sociale ou proclamaient qu'il était temps d'en finir avec cette idéologie poussiéreuse du 19ème siècle qui est le Socialisme, même si le signataire de ces lignes est aujourd'hui membre du gouvernement, il me semble que la vie a tranché !
Je reviendrai, après Laurent Fabius, sur l'un des enseignements importants de cette campagne et de cette élection.
Ce qui, ne vous y trompez pas, maintenant que la poussière est retombée, que l'agitation des vagues est calmée, est à nouveau au premier plan dans l'esprit des français et notamment dans l'esprit de beaucoup de nos militants et de nos électeurs, c'est le score de l'extrême droite et ce qu'il révèle. Ce qu'il révèle, bien sûr, de montée très dangereuse du racisme et de la xénophobie, ce qu'il révèle de désespérance sociale, ce qu'il révèle de déchirure du tissu social dans notre pays.
Et la réponse à cela est, bien sur, d'abord une réponse politique, une réponse gouvernementale, une réponse d'action, mais cela doit être aussi une réponse idéologique, une réponse de principe, une réponse du Parti et sans doute au centre de vos préoccupations également elle va dominer, me semble t-il, la prochaine période politique.
Les problèmes demeurent. Nous les connaissons bien. L'emploi, le chômage. La seule réponse possible est celle de la croissance et, par conséquent, le problème

de l'Europe, et cette grande échéance de 1992-1993 dont nous avons vu qu'elle provoquait autant d'inquiétudes que d'espérances et par rapport à laquelle il faudra non seulement négocier et négocier durement, mais expliquer, expliquer encore, pour montrer aux français quel est son véritable sens, quels sont les pièges, les embûches, les mesures à prendre pour les surmonter et pour sauvegarder les intérêts de notre pays et de notre peuple.
L'intégration... l'intégration des immigrés, mais plus largement la cohésion sociale, la reconstitution de ce tissu social déchiré dont je parlais il y a un instant, et cela montre bien la aussi que notre parti, contrairement à ce que pensent certains idéologues, a un rôle déterminant d'éducation vis à vis de la société et je ne crains pas le mot moi non plus, Laurent, d'encadrement.
Il faudra nous mettre davantage en mesure de remplir mieux à l'avenir qu'aujourd'hui ce double rôle.
Alors, bien sur, cela suppose que nous réfléchissions à nouveau à nos propositions collectives ; cela suppose que sur les grands principes que sont la croissance, l'indépendance nationale, telle qu'elle peut se concevoir dans le monde ouvert d'aujourd'hui, et la démocratie, allant jusqu'au bout de ses perspectives et de ses possibilités, nous avons encore beaucoup à faire et beaucoup à réfléchir.
Cela entraîne, vous le sentez bien, des débats nécessaires entre nous sur la conception du parti. Ces débats ont déjà commencé. Personne de sérieux ne peut croire que les discussions fraternelles là aussi auxquelles nous assistons depuis quelques jours n'aient eu pour seule origine que des soucis de positionnement par rapport à un avenir encore lointain. Nous sentons bien qu'il doit y avoir nuance ou discussion sur deux conceptions du parti, il peut y en avoir aussi une troisième: confrontons les, et, ensemble, collectivement, essayons de définir les solutions qui seront les meilleures pour tous.
Notre Parti, nous le sentons bien, à l'issue de cette bataille, doit être plus que jamais ouvert sur la société, plus nombreux, plus fort, plus puissant qu'aujourd'hui, il doit être pluraliste, un parti à 38 ou 40% de l'électorat doit nécessairement en son sein traduire toutes les nuances, toutes les sensibilités, toutes les traditions qui sont celles de la Gauche, qui sont celles de ceux qui se reconnaissent aujourd'hui dans nos principes et nos valeurs. Nous devons être un Parti avec une certaine attitude par rapport au gouvernement ; Lionel le rappelait, nous ne sommes pas en même position qu'en 1981, 40% ne sont pas membres de notre parti, mais notre parti doit pouvoir jouer tout son rôle d'initiative et de proposition et s'il est un petit peu en avance, cela vaut mieux que d'être retard.
Enfin, un parti capable de fédérer autour de lui tous ceux qui sont prêts à mener avec nous le combat contre l'extrême droite, ce combat appelé le front républicain, qui n'est pas une formule simplement parlementaire ou gouvernementale, mais à mon avis pas d'ailleurs une bonne formule gouvernementale ou parlementaire, mais réunit tous ceux qui croient effectivement aux valeurs de la République et vous savez que pour moi, pour nous, la République s'oppose bien sur à l'extrême droite fasciste ou xénophobe,

Fondation Jean Jaurès

mais est d'abord une conception de la société et de l'organisation du pays qui s'oppose au libéralisme
Eh bien, nous devrions être capables de le faire et de le faire rapidement.
Mes chers camarades, nous allons élire un nouveau premier secrétaire, les membres du Comité directeur qui ont la même sensibilité que moi voteront naturellement pour Pierre Mauroy auquel nous lient tant de souvenirs et de combats communs.
Peut être aurions-nous du, dans d'autres circonstances politiques, avoir ce débat, cette discussion, calmement, mais tous ensemble, tous les membres du Comité directeur rassemblés.
Nous n'avons aujourd'hui qu'un souci : par rapport à ces perspectives que traçait Lionel Jospin, cette dissolution sur laquelle il est inutile que je vous dise que nous n'avons pas changé d'idée, par rapport à cette action gouvernementale qui se révèle difficile, par rapport à toutes ces tâches que le Parti aura à remplir, en attendant que le Parti lui même et ses militants, à l'occasion d'un Congrès, reprenne tout cela, en discute, confronte les opinions et nous permette ainsi de nous renforcer encore davantage... cette préoccupation aujourd'hui c'est de servir du mieux possible ce qui est notre bien le plus précieux, sur lequel je vois que chacun veille, qui est l'unité de notre Parti.
(Applaudissements)
Le président - Gérard Fuchs, ensuite Marie-Noëlle Lienemann.

Gérard Fuchs
Nous avons ensemble traversé depuis dix ans des moments très contrastés. Nous avons connu des défaites - 1978, 1986 - nous avons connu des victoires - 1981, 1988 - et nous avons la chance de nous retrouver aujourd'hui au lendemain d'une de ces victoires.
Nous avons, pendant ces dix ans, connu des débats, et certains furent vifs. Nous avons même - je n'hésite pas à remployer le mot - connu quelques affrontements. Ils ont tourné autour d'idées, ils ont tourné parfois autour d'idées incarnées par des personnes...
Nous nous retrouvons dans une situation où je crois très profondément qu'avec François Mitterrand, Président de la République, et Michel Rocard, Premier Ministre, nous avons pour aujourd'hui les meilleurs atouts rassemblés pour poursuivre dans la tâche qui est la nôtre : une société plus juste et plus fraternelle.
Nous avons, pendant les sept dernières années, eu à la tête de notre Parti, comme premier secrétaire, Lionel Jospin, et je voudrais à mon tour lui rendre hommage car je crois que, même dans les moments les plus difficiles, et je le dis du fond de mon cœur, il a su agir en respectant la dignité de tous, il a su gouverner notre Parti en lui appliquant les valeurs dont nous nous réclamons pour la société. Je crois que cela lui a permis de conquérir l'amitié de beaucoup et je crois qu'il s'en va, à cet égard, accompagné des meilleurs vœux de tous.
Je pense, cela dit, que nous sommes dans la période politique confrontés à trois problèmes que je voudrais évoquer rapidement.

Le premier, celui de l'ouverture et celui de la dissolution.
Je crois que là, Lionel a dit beaucoup de choses que nous sommes beaucoup à penser. Je pense, pour ma part, qu'il n'était pas très raisonnable d'escompter des ralliements individuels, un élargissement très sensible, dans la phase où nous nous trouvons aujourd'hui, dans la phase que nous avons traversée depuis une semaine. Je crois d'ailleurs que cela n'aurait pas été nécessairement très sain que de voir telle ou telle personnalité du RPR, ou plus probablement de l'UDF, rejoindre nos rangs, se retrouver titulaire d'un ministère important et donner, en termes d'opinion, certes une image d'ouverture, mais peut-être aussi l'image d'une certaine façon de faire de la politique qui est plus conforme au passé de la 4ème qu'à ce que nous avons vécu depuis 1958, et qui n'a pas contribué, je crois, dans ces années-là, à donner de la politique une image très positive. Compte tenu de ce qui ce passe à l'extrême droite, je ne suis pas sûr qu'une ouverture trop rapide de ce type se serait révélée, à l'usage, très positive.
Alors, aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation qui est claire. Nous avions pu espérer qu'il se trouve effectivement des forces ou des groupes qui prennent des engagements suffisamment clairs, et j'ajouterai à ce qu'a dit Lionel Jospin non seulement suffisamment clairs, mais suffisamment durables, de façon à ne pas créer une situation où le Premier Ministre aurait dû, tous les huit jours, aller demander à tel ou tel, dans l'opposition : "Etes-vous d'accord pour voter ce texte ? Donnerez-vous votre appui à cette proposition ?", donnant pour le coup au système politique français des allures rétrogrades de 4ème République qui nous auraient entraînés je ne sais où, mais certainement pas vers les lendemains que nous souhaitons.
Il appartiendra au Premier Ministre, au Président de la République, de prendre les décisions qu'impose le constat de la situation où nous nous trouvons. Je crois qu'au point où nous en sommes nul d'entre nous ne regrettera ces décisions.
Deuxième problème : nos priorités.
Je ne sais pas si ce seront les priorités du premier gouvernement ou du deuxième gouvernement que nous connaîtrons peut-être dans quelques semaines ; j'en mentionnerai simplement très rapidement trois.
La première est celle du revenu minimum. Nous avons gagné, je crois, et François Mitterrand a gagné la campagne des présidentielles parce que nous avons été reconnus comme le camp de la solidarité, contre le camp du "meilleur gagne"... et le meilleur, on sait bien qui c'est dans la société française telle qu'elle est. Je crois que nous devons, le plus vite possible, à travers le vote d'un projet de loi sur le revenu minimum, avec les moyens de financement nécessaires en contrepartie, confirmer cette orientation.
De même, nous devrons confirmer notre priorité à l'éducation, de même nous devrons marquer par un certain nombre de gestes sur l'emploi, et notamment sur l'emploi des jeunes, que s'il peut être nécessaire d'avoir un traitement social du chômage, que s'il peut être nécessaire d'avoir un certain nombre de solutions insatisfaisantes et de court terme, malgré tout nous les concevons, là aussi, dans le respect de la dignité de ceux qui auront à bénéficier de ces emplois transitoires, et notamment de la jeunesse, et qu'il ne saurait exister de tels

emplois sans contrepartie en matière de formation qui ne fassent, non pas, comme on l'a dit justement à l'époque, des stages-parkings, mais véritablement des sas vers des situations plus stables et plus dignes.
Enfin, je voudrais à mon tour, après Laurent Fabius, après Pierre Guidoni, dire quelques mots du problème de l'extrême droite dans notre pays. Je crois que c'est le grand défi auquel nous allons être confrontés et je voudrais avancer devant vous trois propositions à cet égard.
La première est banale, elle fera, je pense, l'unanimité entre nous sans difficulté, c'est de consacrer à l'amélioration de la vie quotidienne davantage de temps et davantage d'intentions peut-être que nous n'avons su en mettre entre 1981 et 1986. Au niveau du logement, de la sécurité, de l'école, de la vie associative, immensément est à faire, immensément est attendu pour qu'une partie au moins de ceux qui ont apporté leur voix à Jean-Marie Le Pen retrouvent ce qui était leur patrie d'origine, c'est-à-dire la Gauche. Je n'insisterai pas là-dessus.
Une deuxième série de propositions, je la soumets à notre réflexion collective, je ne m'avance pas trop aujourd'hui. Je suis de ceux qui souhaitent et qui considèrent que nous devrons, dans les temps qui viennent, dresser autour de l'extrême droite ce que j'appelle un cordon sanitaire. Nous devons réfléchir avec les partis de la Droite démocratique - et peut-être y a-t-il là un terrain et une matière à des discussions - à ce que pourrait signifier dans certaines collectivités locales notamment le respect de la règle de la majorité relative c'est-à-dire que ceux, hors extrême droite, qui constituent une coalition plus importante que les autres - atteignent-ils ou non les 50% - se voient reconnaître le droit au gouvernement de cette collectivité locale.
Je sais les problèmes que cela pose. Je crois néanmoins que cette proposition mérite examen. Je crois qu'elle sera, en plus, un utile sujet de réflexion et de partage au sein de la Droite entre ceux qui se veulent réellement démocratiques et ceux qui sont prêts à un certain nombre de compromissions.
Mais si l'on adopte cette position, cela conduit à une autre réflexion sur laquelle j'attire votre attention et qui est, à mes yeux, aujourd'hui la plus grave de toutes.
Est-ce que nous devons essayer de rassembler, dans notre souci d'ouverture, tout le monde, sauf le Front National et ceux qui acceptent de travailler avec lui, ou est-ce que nous ne devons pas essayer d'organiser la vie politique française de façon qu'il puisse subsister une alternance en dehors du Front National ?
Cette question-là, mes chers camarades, je la considère comme très grave. Il peut y avoir une tentation à s'engager dans la première voie en disant : "Rassemblons les vrais démocrates, rassemblons ceux qui ne veulent pas prendre un certain nombre de chemins de compromis". Mais cette orientation me paraît une orientation dangereuse car si l'alternance se résumait à tous les démocrates contre le Front National et ceux qu'il pourrait rassembler, je craindrais pour l'avenir de notre politique française et pour l'avenir même de la vie politique en Europe Occidentale.
Ce choix est extrêmement difficile. Je considère qu'il est un choix central Devons-nous nous situer dans une logique de mise à l'écart du Front National, puis d'alternance possible dans ce cadre, sachant que nous en réclamerons, bien

sûr, la meilleure part - mais quand même... - ou bien devons-nous nous lancer dans une politique de : Front National et ceux qui acceptent de travailler avec lui, d'un côté, et tous les autres, de l'autre ?
Je crois que c'est un choix de stratégie pour les cinq, ou peut-être même les dix ou quinze ans qui viennent, qui est un choix essentiel et dont nous aurons, je pense, à reparler.
Je terminerai par une évocation du Parti en une phrase. Je crois que c'est notre souci commun, ce sera le souci du prochain premier secrétaire qui sera le nôtre, que de réfléchir à la manière dont nous pouvons occuper le terrain laissé vacant par d'autres, de réfléchir à la manière dont, en termes d'organisation, d'accroissement numérique, peut-être de baisse de cotisation, peut-être de création de telle ou telle couronne extérieure, nous pouvons, sur le terrain social, sur le terrain des quartiers, aussi bien de quelques cantons ruraux que de banlieues urbaines, être capables de marquer que les valeurs que nous incarnons, nous en sommes effectivement les représentants concrets, physiques, en termes de dialogue, en termes d'hommes et de femmes qui s'expriment sur le terrain, que l'on peut rencontrer, qui sont identifiés, qui sont nombreux et qui sont non pas un encadrement - je n'aime personnellement pas beaucoup ce mot - mais des interlocuteurs dont on sait qu'ils existent, dont on sait qu'on peut les trouver, dont on sait que s'ils parlent, ils sont aussi capables d'écouter.
Si nous sommes capables, chers amis et chers camarades, de régler les problèmes que je viens d'évoquer de façon satisfaisante, je crois que l'objectif qui nous a rassemblés hier, malgré un certain nombre de difficultés, et qui continuera à devoir nous rassembler demain, malgré d'autres difficultés qui nous attendent, n'en doutons pas, c'est-à-dire le souci de moderniser la France dans la solidarité et le souci d'améliorer la vie quotidienne du plus grand nombre, je crois que cet objectif, alors, nous pourrons le faire entrer dans la vie.
(Applaudissements)

Le président - Marie-Noëlle Lienemann, et ensuite Geneviève Domenach-Chich

Marie-Noëlle Lienemann
Je vais être brève, mes chers camarades, je vais essayer de vous dire en quelques mots pourquoi j'ai proposé au Bureau exécutif que nous engagions assez rapidement la procédure pour aboutir à un Congrès du Parti.
Je ne pensais pas qu'il fallait convoquer un Congrès extraordinaire pour choisir notre premier secrétaire aujourd'hui, mais par contre je pense que certaines tâches politiques incontournables et importantes nécessitent l'arbitrage de nos militants, nécessitent un débat en profondeur et une remise en cause peut-être plus dynamique du Parti, pas seulement sur le terrain électoral.
Ces tâches sont, d'une part, l'ouverture et l'élargissement, d'autre part, le fonctionnement et la modernisation du Parti.
L'ouverture et l'élargissement, je constate aujourd'hui avec plaisir que l'ensemble des Socialistes y sont favorables. Je vous rappelle que nous avons eu ce débat lors du débat sur les propositions du Parti et, à l'époque, on restait dans

des formules tout à fait prudentes, refusant d'évoquer clairement l'affaire.
Quel élargissement ? Quelle ouverture ? Quel rassemblement ? Est-ce que nous souhaitons l'émergence en France d'un centre externe à notre parti, qui arbitre entre un pôle de droite qui s'unifiera autour du RPR et un pôle de gauche unifié autour du Parti Socialiste ? Souhaitons-nous l'émergence d'un groupe charnière qu'on appellerait centre ? Pour ma part, je l'ai toujours dit, je n'y suis pas favorable. Je pense que l'enjeu qui est devant nous est de savoir si nous serons capables de faire un grand parti qui, comme dans l'ensemble de l'Europe, structurera le débat politique, et si nous voulons faire ce grande parti nous avons l'impératif besoin de modernisation non seulement de nos propres structures, mais aussi de notre pensée et de nos propositions.
J'avais dit, lorsque nous avions débattu sur les propositions, qu'il était important que les Socialistes soient porteurs des nouveaux consensus de la vie civile française, je ne veux pas dire par-là des consensus béats où tout le monde est d'accord, mais je veux dire qu'il y a besoin de ciment, de thèmes forts qui vont structurer l'avenir, qui vont fixer l'identité de la France et de l'Europe dans les années à venir.
Il n'est pas indifférent que ce soit la Gauche ou la Droite qui les construise, qui les porte. Nous venons d'enterrer là un certain nombre de consensus gaullistes qui ont été portés par la Droite de ce pays, il nous faut faire naître des consensus de transformation sociale porteurs, fondés sur le terreau et les valeurs de la Gauche.
Je crois que nous ne pouvons pas attendre, car sinon l'ouverture s'organisera, elle s'organisera sans que le Parti lui-même l'ait portée, sans qu'il l'ait lui-même organisée. Quand je dis "lui-même", je veux dire ses militants.
La deuxième exigence est une exigence de modernisation de nos structures. Pour devenir un grand parti de rassemblement, il va falloir se moderniser. Nous avons eu une convention de modernisation du Parti, mais honnêtement, chers camarades, elle a accouché de décisions relativement limitées par rapport à l'ambition initiale. Il faut reprendre ce débat et ce débat n'est pas secondaire dans la bataille que nous devons mener contre le Front National. Il y a besoin de dialogue avec la société, avec la société civile, d'aucuns parlent d'encadrement. Il y a besoin aussi de modifier le politique, le discours, et je crois à une chose essentielle, la crédibilité de l'action collective.
Si dans notre Parti nous ne sommes pas capables de montrer la démocratie, l'implication de chacun comme militant qu'on peut décider ensemble et que le rôle d'un parti n'est pas de décider a posteriori, si nous ne sommes pas capables de faire la preuve que la démocratisation et la décision collective sont opératoires dans les sociétés modernes, nous prenons le risque que les valeurs auxquelles nous sommes le plus attachés fassent preuve d'une certaine impuissance.
Aussi je crois qu'en organisant ce Congrès avec raison, dans les délais convenables, à l'automne, nous serons capables de faire ce double mouvement d'élargissement, de modernisation, et aussi de rénovation qui me parait indispensable à la concrétisation durable de la superbe victoire que vient de

Fondation Jean Jaurès

remporter François Mitterrand.
(Applaudissements)

Le président - Geneviève Domenach-Chich, ensuite Jean Le Garrec, dernier orateur.

Geneviève Domenach-Chich
Chers camarades, nous sortons d'une campagne présidentielle, nous entrons dans une campagne législative au cours de laquelle la politique sort grandie. La politique sort grandie globalement, dans ce pays. Nous n'étions pas nombreux, nous étions un certain nombre, y compris dans nos instances, à craindre qu'il y ait dans ce pays un certain rejet d e la politique. Or, voilà, il n'y a pas eu rejet de la politique, la politique sort grandie.
Mais pourquoi est-ce que la politique sort grandie ? C'est parce qu'effectivement les hommes politiques de ce pays, et soyons clairs, les nôtres plus encore, François Mitterrand, Lionel Jospin, au cours de cette campagne ont grandi le rapport des Français à la politique, grandi parce que les problèmes de société, les problèmes de vie quotidienne, l'enracinement de la politique dans la vie des gens ont enfin vu le jour.
Les Français se sont exprimés dans leurs choix politiques en fonction des problèmes de société qui les touchent, on le sait tous, et cette espèce de naissance de la politique dans la vie des gens a été l'un des éléments les plus sains de ce qui s'est produit ces derniers temps. En particulier, soyons clairs et rappelons-le, la politique est descendue dans la vie des gens en difficulté. La lutte contre les exclusions, chacun des discours du Président de la République a vu consacrer à ce thème au moins le quart de son intervention, la lutte contre les exclusions, telle est et telle sera la tâche première de ce gouvernement. Exclusion du travail, exclusion du savoir, toutes formes d'exclusion qui se superposent les unes aux autres.
Parmi les mesures qu'à coup sûr ce gouvernement va être appelé à prendre, il y aura le revenu minimum d'insertion. Mais sur ces types de problèmes, il nous faudra absolument faire attention à accompagner socialement des mesures qui ne doivent pas être que des mesures de comptabilité, des mesures financières. Dans ce pays, chacun a sa place dans la société. L'utilité de chacun doit être reconnue. Que cette utilité passe par un emploi ou que cette utilité passe par un autre type de rapport aux autres, cette utilité, les gens en ont besoin.
Ce pays est à la fois fragile et déchiré, à la fois sain et fragile. Sain : rappelons-nous, lorsqu'une vague de terrorisme s'est abattue sur nous, la société a réagi sainement, la société a réagi de manière claire et sans affolement.
Mais cette société est aussi fragile et le vote Le Pen sur lequel je n'insisterai pas, sur lequel beaucoup ont insisté a été un des éléments de cette fragilité.
Alors, chers camarades, il nous faudra poursuivre ce travail en tenant les deux bouts de la chaîne. Laurent Fabius parlait tout à l'heure des deux bouts de la chaîne et je crois qu'il a raison.
Ambition et modestie. Notre ambition doit être grande, mais notre rapport à la

politique doit être modeste. Ambition grande, modestie dans les mesures que nous avons à développer. Je pense que sur l'ensemble de ces problèmes, il faudra que le Parti sache à la fois écouter ce qui se passe dans la société, comprendre la société, cette société qui est complexe. La vie politique est complexe, mais la société l'est aussi.
J'en terminerai là, il faut que le Parti sache également se moderniser, être ouvert, être dans la société, à la fois en dialoguant avec le mouvement social organisé, sans mépris, sans jugement négatif, en respectant son autonomie, et aussi qu'il sache dialoguer avec ce qu'il y a comme mouvement d'opinion dans ce pays, qui représente un poids important, et enfin en sachant développer des formes d'associations entre les citoyens de ce pays qui ont voté pour nous et le Parti, avec d'autres formes que la stricte forme d'adhésion, avec des formes de réseaux qu'il ne faut pas rejeter, et en sachant, encore une fois, tenir les deux bouts de la chaîne, inscrire l'action dans la durée et savoir aussi fonctionner sur le court terme en fonction des demandes delà société.

Le président - Jean Le Garrec, dernier orateur.

Jean Le Garrec
Mes chers camarades, je ferai trois remarques rapides.
Je m'associe évidemment à tout ce qui a été dit concernant la victoire de François Mitterrand et à l'hommage tout à fait mérité que nous avons rendu à Lionel Jospin.
Je ferai donc trois remarques qui reprennent en partie ce qu'a dit Lionel.
La première, sur la dissolution.
Lionel a justement fait remarquer que c'était de la responsabilité unique du Président de la République.
Il a eu le soin de poser le problème avec beaucoup de précision en disant : "est-ce qu'il existe une solution alternative à une dissolution ?"
Moi je crois que c'est vraiment l'expression la plus juste que l'on puisse utiliser.
Je veux dire mon plein accord avec l'analyse qu'a faite Lionel, en ajoutant éventuellement un autre point que Lionel n'a pas évoqué mais qui était dans son esprit, à savoir la réflexion sur le calendrier.
Nous voyons très bien que si une décision n'est pas prise immédiatement, nous entrerons dans un processus politique extrêmement complexe mais dans un processus d'actions pour le moins extrêmement difficile, avec et nous l'avons assez dit pour pouvoir le répéter, des dossiers que le gouvernement aura à prendre en compte, dont nous savons qu'ils sont extrêmement difficiles.
Nous avons toutes raisons de faire totalement confiance à ce gouvernement mais nous serions quand même de peu de lucidité si nous ne mesurions pas les difficultés qui l'attendent, ne serait-ce que la préparation du budget, un certain nombre de problèmes sociaux, extrêmement rudes, des problèmes de pouvoir d'achat extrêmement difficiles, etc. Tous problèmes qui risquent d'apparaître avec beaucoup plus de force et de précision dans les mois de la rentrée, et en particulier à partir d'octobre.

Contribution Jean-Jaurès

Donc je crois que ce calendrier nous amène aussi à une réflexion qui renforce ce problème de l'alternative dont parlait Lionel Jospin.
Deuxième remarque, Lionel très justement disait "ouverture".
Et si nous nous situons dans le cadre d'une préparation rapide d'une échéance où nous aurons une bataille politique à mener, je crois que Lionel a dit quelque chose d'extrêmement important que je voudrais souligner, qui consiste à évoquer non seulement la nécessité d'une ouverture vers le centre, dans le cadre de cette préparation, mais aussi une ouverture à gauche.
Ce sera difficile, il ne faut pas se faire d'illusions. D'abord, parce qu'on doit traiter nos partenaires avec la hauteur nécessaire et que même, techniquement, le problème sera extrêmement difficile à résoudre.
Mais je crois que Lionel, en insistant sur ce point-là, a posé très justement un problème qui concerne l'avenir.
Enfin troisième et dernière remarque, beaucoup de camarades en ont parlé mais je veux y revenir, le problème du Front National.
Il est bien évident que nous avons la nécessité d'une bataille idéologique beaucoup plus forte que celle que nous pensons.
J'étais personnellement en Alsace, deux jours après les résultats du premier tour,: 21% en Alsace. Et j'ai trouvé une région totalement traumatisée parce qui s'était produit en Alsace, d'autant que l'on peut considérer que les problèmes qui alimentent la montée du Front National, que ce soit le chômage, la sécurité, la croissance, etc., sont moins forts en Alsace, qu'ils ne le sont dans d'autres régions.
Et pourtant, il y a eu ce résultat.
Donc on voit très bien qu'il y a nécessité d'une bataille idéologique très forte, qui dépasse tout en les prenant en compte, c'est évident, les seuls thèmes du racisme et de la xénophobie.
J'ai eu la volonté de relire tous les discours prononcés par le Front National, depuis deux ans.
Il est bien évident que nous avons là à prendre en compte un projet politique qui n'est pas nouveau mais qui est parfaitement articulé, dans lequel il y a le racisme, la xénophobie, mais bien d'autres choses peu connues par l'opinion publique : l'ultra libéralisme, le refus de toute organisation sociale, le mépris total de l'organisation de la société civile, le rejet de toute forme d'organisation syndicale. Il y a là des thèmes extrêmement forts qui rappellent par ailleurs les thèmes des débats politiques qui ont été menés dans les années 1930.
Ces thèmes reprennent l'utilisation de ressorts profonds et malsains de notre société et il suffit de voir quels sont les mots qu'utilise Le Pen dans ses meetings. Je dis bien "profonds et malsains".
Nous savons très bien que nous avons une situation extraordinairement difficile en France, dans la mesure où notre pays vit les conséquences de la mutation avec un temps de retard sur l'ensemble des autres pays européens. Que cela a été notre responsabilité en 1982-1983 et après, d'assumer cette situation... mais ceci a créé un état de traumatisme d'une part en direction de ceux qui subissent cette mutation, mais d'autres part - et on ne le dit pas assez - en direction de ceux qui

Fondation Jean-Jaurès

refusent la situation qui traditionnellement représentent une partie de la Droite française qui a toujours eu peur du vent du large.
Il est bien évident que par exemple l'ouverture de l'Europe, traumatise une partie de cette population et donc il y a là une situation extraordinairement difficile.
Je peux me tromper mais je crains bien que nous ayons dans les mois à venir une poursuite de la montée du Front National. Je souhaite me tromper, c'est clair... si je me trompe, tant mieux, mais je le crains bien pour deux raisons : d'une part la contagion des idées et tout compte fait, Pasqua a exprimé tout haut ce que beaucoup pensent à droite. D'autre part, la lâcheté historique d'une partie de la Droite, qui, pour des raisons diverses, de pouvoir ou d'intérêt, fera les concessions qui paraîtront utiles pour conserver un certain nombre de clivages.
Donc je crois qu'il y a là un problème dont la gravité a été soulignée par plusieurs camarades, qui me semble importante. Si je me trompe, tant mieux, c'est évident.
Face à cette situation, je crois qu'il y a trois dimensions qu'il faut prendre en compte.
Il est bien évident que tout ceci va relever des mesures immédiates prises par le gouvernement de Michel Rocard, dans le droit fil de la campagne du Président de la République. Tout ce qui touche à la solidarité, et Lionel Jospin disait au Congrès de Lille :"ne laissez personne au bord du chemin"., sera extrêmement important. Egalement, tout ce qui relève de la croissance, je n'insiste pas. Mais il faut bien avoir conscience que même si ces mesures sont prises, pour certaines d'entre elles, je le souhaite extrêmement rapidement, l'effet immédiat n'est pas garanti.
Il y a un temps de retard, un temps d'attente. Donc c'est important de le faire. On ne corrigera pas les difficultés totales que l'on rencontre.
Deuxièmement, il y a toute l'action que doit mener le Parti Socialiste, non seulement pour dénoncer, c'est évident, mais aussi pour faire connaître le projet.
Moi je suis un peu étonné de voir que dans l'opinion concernée, il y a une méconnaissance totale de ce que pensent, de ce que disent, de ce que veulent les principaux leaders du Front National sur le racisme, sur la xénophobie mais bien au-delà de tout cela.
Il est important d'utiliser des textes qui existent, des discours qui existent pour faire connaître le projet très clair dont ils veulent assurer le développement.
Et troisièmement, Fuchs a posé un problème important, c'est celui de la stratégie pour les années à venir.
Je crois personnellement que cette stratégie et ce système d'alliances ne peut se faire qu'à partir d'un projet et de valeurs clairement établies.
Je crois que toute notre tentation serait mauvaise, y compris pour nous, et Fuchs a eu l'honnêteté intellectuelle de poser un problème dont nous devrons débattre avec lui.
(Applaudissements)

Le président - Merci.

Fondation Jean-Jaurès

Chers camarades, le débat est clos. Nous allons maintenant passer au deuxième point de l'ordre du jour.
Je demande à tous ceux qui étaient dehors de bien vouloir s'asseoir.
Le deuxième point de l'ordre du jour, concerne la désignation d'un nouveau premier secrétaire succédant à Lionel Jospin.
Je n'ai reçu qu'une seule candidature : celle de Pierre Mauroy...
A moins que quelqu'un le demande, je pense que nous pouvons nous épargner de voter à bulletin secret.
Je propose donc que la candidature de Pierre Mauroy, au premier secrétariat du Parti soit soumise à main levée au Comité directeur.
Si vous en êtes d'accord, je la mets aux voix.
Ceux qui sont d'avis de soutenir la candidature de Pierre Mauroy sont priés de bien vouloir lever la main.
Merci.
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Je proclame donc Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti Socialiste.
(Très vifs applaudissements)
Chers camarades, avant de donner la parole à Pierre Mauroy, je vais vous lire un message que Michel Rocard m'a adressé à votre intention.
"Mes chers amis, mes chers camarades, vous imaginez sans difficulté, je pense, l'émotion que j'ai à m'adresser à vous par ce message, avec le titre qui est désormais le mien, grâce à la confiance dont m'a honoré le Président de la République François Mitterrand.
Dans cette fonction, je succède à Pierre Mauroy, et à Laurent Fabius et je ne peux oublier ce qu'ils ont accompli avant moi et que j'entends bien poursuivre, et, dans toute la mesure du possible, renouveler.
Pierre Mauroy et Laurent Fabius ont tous les deux brigué la succession de Lionel Jospin.
Y-a-t-il beaucoup de formations politiques dans notre pays ou à l'étranger, qui pourraient avoir le choix pour les diriger entre deux anciens premiers ministres ?
Y-a-t-il beaucoup de formations politiques dans notre pays ou à l'étranger dont le choix peut s'effectuer dans les conditions oui honorent la démocratie ?
Y-a-t-il enfin beaucoup de formations politiques, en France ou à l'étranger, où après le débat loyal et les oppositions naturelles, celui qui l'a emporté sait pouvoir compter sur le soutien de l'autre et au-delà de tous ?
A tous égards, je suis fier d'appartenir à un Parti, apte à ce type de comportement et cela me rassure pour l'avenir.
Aucun de vous ne se fait la moindre illusion. Les combats que nous avons à mener seront durs justement parce qu'ils ne nous opposeront pas à des hommes mais à des drames qui s'appellent le chômage, l'exclusion, les dangers pour la paix ou les entraves au développement du tiers-monde. Mais ces combats-là, nous saurons les mener ensemble. Nous saurons construire autour des principes de la République, de la démocratie, et de la solidarité, la majorité nouvelle, gage d'une politique nouvelle dont la France a besoin, qu'elle espère, qu'elle attend.

Fondation Jean-Jaurès

Nous saurons ne pas la décevoir.
Je ne veux pas vous entretenir longuement aujourd'hui. Permettez-moi seulement d'ajouter une note personnelle sans la moindre nostalgie mais avec le sens des destinées du Socialisme.
Voilà maintenant près de 40 ans que deux hommes, amis différents mais complémentaires, étaient à la tête l'un des Jeunesses Socialistes, l'autre des étudiants Socialistes.
Aujourd'hui grâce à François Mitterrand, ces deux hommes sont désormais l'un premier secrétaire du Parti Socialiste, premier Parti de France, l'autre, le chef du gouvernement de la République.
Dans ces parcours parallèles, outre l'émotion, comment ne pas voir un signe, celui de la certitude à un avenir fidèle aux valeurs que nous représentons, aux valeurs du Socialisme, en même temps que la garantie de ce que toujours notre action sera harmonieuse, convergente et j'ajouterais complice ?
A toi Pierre, je veux dire ma joie. A toi, Laurent, je veux dire mon estime.
A tous deux et à tous les membres du Comité directeur, je veux dire mon amitié et mon espoir.
Je ne crois pas m'avancer beaucoup en disant qu'en chacun de ces termes, se reconnaîtrait sans doute auquel nous pensons tous aujourd'hui : notre président François Mitterrand."
(Très vifs applaudissements)
Je donne la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy
Mes chers camarades, je voudrais tout d'abord vous dire qu'il ne s'agissait pas d'un Congrès mais d'un Comité directeur qui a élu le premier secrétaire de votre Parti, qui va continuer le travail de Lionel Jospin.
Lionel, je voudrais simplement te serrer la main à nouveau.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, c'est un moment émouvant que celui de l'accès à la plus haute responsabilité du Parti, de son Parti.
Je voudrais vous remercier du fond du cœur, de la confiance que vous venez de me témoigner et de la chance que vous me donnez d'être avec vous, pour animer le Parti Socialiste dans les circonstances actuelles.
Ma première pensée va au Président de la République. Bien des souvenirs me reviennent, le souvenir de l'année 1965 lorsque j'étais son délégué dans mon département, délégué d'un candidat à la candidature à la Présidence de la République, souvenir d'Epinay, des lendemains d'Epinay où il était le premier secrétaire du Parti Socialiste, et puis ces succès qui ont été ses succès, les succès collectifs que nous avons eus avec lui... et jusqu'au 10 mai 1981 où nous avons partagé les responsabilités au niveau de l'Etat, moi-même, Laurent Fabius ensuite, où nous avons réussi pour la première fois dans l'histoire de France, dans l'histoire de la République, à rester 5 ans, le temps d'une législature, et lui François Mitterrand, 7 ans, son septennat, et aujourd'hui après une victoire exceptionnelle, c'est un deuxième septennat qui commence.

Fondation Jean Jaurès

Nous, les Socialistes, et au-delà de nous, la Gauche entière, toujours minoritaire dans ce pays, ne venant au pouvoir que pour une parenthèse, aujourd'hui quelle évolution, quel changement, quelle fierté d'être Socialiste ! Quelle fierté d'être avec François Mitterrand... François Mitterrand, acteur de l'histoire, mais qui a cette capacité extraordinaire de faire en sorte que ça n'est pas seulement lui, l'acteur de l'histoire, mais qui fait de nous, et de nous tous, des acteurs de l'histoire.
Je voudrais, en ayant une pensée pour lui, associer et dire mon salut à tous les militants du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Associés dans cette tâche et acteurs eux aussi de l'histoire.
Cher François Mitterrand, je vous exprime à nouveau ma fidélité, mon amitié, ma confiance.
Nous sommes dans une situation politique qui a été définie, précisée par Lionel Jospin tout à l'heure. Quelle que soit la décision qui sera la vôtre, et qui vous appartient, en ce qui concerne les élections, nous sommes prêts. Prêts à vous soutenir, prêts à soutenir votre gouvernement, prêts à nous mobiliser.
Je voudrais dire aussi combien je suis ému d'entendre le message de Michel Rocard, le Premier Ministre.
Il est vrai qu'il était aux étudiants Socialistes, et moi j'étais aux Jeunesses Socialistes... et je pense à l'amitié, l'amitié de notre jeunesse qui a traversé toutes ces vicissitudes, des jours ensoleillés, des jours plus difficiles qui ont été des jours communs.
Aujourd'hui, il est le Premier Ministre. Sa tâche est immense.
Je veux lui présenter mes vœux chaleureux de réussite et lui redire mon amitié, me féliciter et associer à ces vœux de réussite tous ceux qui sont membres du gouvernement... et je ne veux pas oublier que s'ils le sont, et s'ils le sont au gouvernement, c'est après quelques victoires... Pierre Bérégovoy, tu as eu la tâche de mener cette campagne. Permets-moi de te féliciter également... et également tous ceux qui étaient autour de toi...
Je voudrais dire que non seulement le Parti a été avec vous, mais ses élus également. Il faut aussi penser à l'action du groupe parlementaire, et notamment à l'action qui a été menée à l'Assemblée Nationale par Pierre Joxe... je n'oublie pas non plus les Sénateurs... bref à tous ceux là j'adresse mes félicitations, et au gouvernement, mes vœux.
Lionel, j'ai dit tout à l'heure, que je devenais premier secrétaire pour poursuivre ta tâche.
Je dois dire que ma mission est simplifiée dans la mesure où tu as eu l'occasion de nous dire, mais hier soir déjà, la conception qui était la tienne au fond de l'action d'un premier secrétaire.
J'y souscris entièrement.
Un Parti Socialiste qui entend bien sûr rester Socialiste, rester dans l'axe naturel qui est le sien, c'est-à-dire à gauche, est un Parti Socialiste qui doit s'ouvrir, qui soutient l'action du Président de la République, du gouvernement, qui veut - je n'aime pas l'expression - recentrer, se recentrer sur l'échiquier politique, je dirai

Fondation Jean Jaurès

même élargir son audience, élargir son influence.
Tout à l'heure des journalistes me posaient une question et voyaient une contradiction entre une ouverture qu'il fallait pratiquer vers le centre et la nécessité de rester Socialistes, d'être dans notre axe... je n'y vois aucune contradiction, car la grande victoire qui a été cella de François Mitterrand, a été celle de l'ouverture et en même temps jamais sans doute la Gauche n'a été aussi rassemblée qu'elle l'a été lorsqu'il a été élu Président de la République.
Il faut répondre à ce souci d'identité et bien entendu à la nécessité d'élargissement. Il nous faut soutenir l'action du gouvernement et je ne dirai pas que le Parti doit garder ses distances, mais il doit savoir qu'il a un autre horizon.
Voilà ce qui fait la différence entre l'action du gouvernement et l'action du parti.
De plus, je crois qu'au niveau du parti, ce qui est indispensable, c'est qu'il repose sur des équilibres, je les connais bien ces équilibres, ils sont quelquefois difficiles à respecter, mais je suis persuadé que le 1er secrétaire et vous tous, ensemble, nous veillerons au respect de ces équilibres, à l'action de ceux qui seront appelés à animer le Parti et je dois dire qu'en ce qui me concerne, sans profession de rejeter qui que ce soit, je compte bien sur la collaboration de tous, elle est absolument indispensable.
Il y a eu un changement de 1er secrétaire, mais nous avons la même politique, nous devons continuer à travailler tous ensemble.
Une action en profondeur reste sans doute indispensable au niveau de la modernité, de l'adaptation du Parti Socialiste et nous aurons l'occasion d'en reparler.
En poursuivant ta tâche, cher Lionel, je veux dire à Laurent Fabius combien j'ai été touché par ce qu'il a dit tout à l'heure et par la conversation que nous avons eue à la fois hier soir et que nous avons eue tout à l'heure. Cher Laurent, nous avons travaillé ensemble, je n'oublie pas que j'ai été le 1er ministre le 1er Premier Ministre d'un gouvernement qui a fait des réformes, qui a pris les décisions que l'on sait pour assurer la durée dans le domaine économique, le gouvernement des fondations a dit François Mitterrand, tu as pris la suite, quelquefois on oppose ces deux périodes gouvernementales, elles sont absolument complémentaires, et si tout à l'heure la question m'était posée : est-ce qu'il y a une différence de politique entre toi et moi ? Je dis que nous nous sommes exprimés sur ce point, qu'il n'y en avait pas, que les camarades ont fait un choix et que nous sommes complémentaires si nous sommes naturellement différents.
En tout cas, je veux dire mon amitié et la volonté que j'ai de travailler avec toi et avec tous ceux qui sont autour de toi.
Mes camarades, si je devais définir en quelques mots j'action que je souhaite mener avec vous, je dirais : fidélité.
Fidélité - je viens de le souligner - au président pour soutenir son action, celle de son gouvernement dirigé par Michel Rocard, fidélité à nos idées, fidélité à notre Parti, qui est notre vie, qui est plus qu'un endroit où nous faisons de la politique, qui est plus qu'un endroit où nous essayons de mettre en pratique nos idées, qui est un endroit où nous nous rencontrons et je souhaite que le Parti Socialiste, sur

ce plan-là, reste dans la tradition d'un parti fraternel.
Fidélité, identité.
Identité. Nous sommes le Parti Socialiste, un parti à gauche. Je participais à une réunion, jeudi, des élus Socialistes du Pas-de-Calais, et j'étais frappé par ce qu'ils disaient les uns et les autres, à savoir que les résultats spectaculaires que nous avons eus lors du second tour de l'élection présidentielle, dans des villes, qu'elles soient du Pas-de-Calais, du Nord ou du reste de la France, avaient permis de voir revenir à gauche des voix qui nous avaient oubliés au premier tour, si bien que j'ai eu l'occasion de le dire - je veux le répéter que des urnes était sorti, certes, le mal, qui est la montée des voix du Front National, mais également son remède, qui est un large rassemblement autour de François Mitterrand.
Eh bien ! Maintenant, François Mitterrand est élu, maintenant il a son gouvernement, c'est à nous de travailler sur ces champs nouveaux, ces champs qui sont ceux du quartier, qui sont ceux du logement social.
L'affaissement du Parti Communiste entraîne un affaissement du militantisme et diminue considérablement la Gauche sur ce plan-là. A nous d'élargir notre militantisme, à nous de trouver les nouvelles formes de militantisme.
Je crois qu'au-delà des élections, dans les prochains mois, avant la fin de l'année, nous pourrons peut-être consacrer une réunion - ce sera à vous de le décider - sur les nouvelles formes de militantisme, la manière dont nous devons nous comporter, nous les Socialistes, sur ces grands champs : celui de l'entreprise, celui du quartier, celui du logement social, de manière à poursuivre notre travail et à le mieux adapter aux conditions d'aujourd'hui.
L'identité. Je dirai également l'unité.
Oh ! Notre unité n'est pas en cause et l'on sait de quelle manière nous sommes rassemblés autour du Président de la République, mais je veux dire que dans ma fonction de premier secrétaire je ne veux servir qu'une ambition qui est notre ambition collective, et n'en avoir aucune autre.
Je crois qu'il est essentiel que le premier secrétaire soit un premier secrétaire qui soit disponible, bien entendu, mais qui puisse justement respecter tous les équilibres en ne servant que notre ambition collective, la vôtre, la mienne, celle de tous nos militants.
Fidélité, identité, unité, mais aussi modernité.
Modernité de l'action que nous avons déjà entreprise : constater que nous sommes 200 000, que nous avons de plus en plus d'électeurs, qu'il faudrait bien entendu essayer peut-être de doubler le nombre de nos militants, mais peut-être aussi trouver d'autres moyens, prolonger l'action de ces militants, prolonger l'action de ce parti, faire en sorte - moi, je suis pour un parti de militants, comme vous tous - que peut-être une communauté Socialiste puisse davantage se rassembler autour de ce Parti Socialiste, suivant les formes que nous connaissons bien, qu'il est certainement difficile de réaliser.
Quelquefois on nous dit : allez vers une social-démocratie...à la française. Si la social-démocratie ne s'est pas faite en France, c'est d'abord parce qu'il y avait une situation politique à gauche qui était bien différente de celle des autres pays,

c’est aussi parce qu’il y a une situation syndicale différente, mais c’est aussi parce que nous n’avons pas les moyens pour structurer notre action de parti, et peut-être que sur ce plan-là, maintenant que nous nous inscrivons dans une continuité, maintenant que nous avons des responsabilités gouvernementales - responsabilité de l’Etat - nous pourrions élargir notre champ.
En tout cas, c’est un immense travail que nous allons entreprendre ensemble.
Lionel quitte ses fonctions. Il peut avoir un large sourire, être un homme heureux. Je crois qu’un premier secrétaire qui a vu augmenter l’audience de son parti comme il a pu le voir, c’est nécessairement un premier secrétaire qui part content de sa tâche.
Et demain... Demain, il nous faut continuer, maintenir, aller plus loin peut-être encore plus haut. En tout cas, c’est ce que nous souhaitons tous et c’est à cela que je vous convie, appuyant l’action de notre Président, François Mitterrand, celle de son gouvernement : tout mettre en oeuvre pour que notre parti soit à la hauteur de notre ambition, mais de l’ambition nouvelle des citoyens et citoyennes de gauche, de l’ambition nouvelle que nous devons avoir pour notre pays compte tenu de l’ampleur de la victoire de François Mitterrand et compte tenu de ce tout ce qui est devant nous.
Alors, mes chers camarades, nous nous mettons au travail, avec la volonté de réussir. Et puis, si vous le voulez et parallèlement, nous n’oublions jamais que nous sommes aussi une communauté, et une communauté d’amitié doit avoir son sens. Moi, je rêve comme vous d’une société qui soit meilleure, d’une société qui soit plus fraternelle, d’une société qui soit plus solidaire, et je rêve toujours d’un parti qui soit, au fond, l’anticipation de la société de mes rêves.
Eh bien ! A nous de le réaliser, ce parti. Il l’est ? Eh bien ! A nous de continuer et à nous de faire encore mieux, s’il est possible de faire mieux.
En tous les cas, bon courage et amitié !
(Très vifs applaudissements)

Le président - Encore un instant d’attention.
L’entrée au gouvernement de plusieurs camarades qui étaient membres du secrétariat ou du Bureau exécutif du Parti va amener naturellement un certain nombre de modifications dans ces deux instances.
En ce qui concerne le secrétariat, c’est de la prérogative du premier secrétaire et ce sera fait dans les jours qui viennent.
Le Comité directeur doit être informé, saisi, et en principe analyser ces nominations. Cela ne pouvait pas être fait aujourd’hui, vous en convenez facilement, mais il me semble que, compte tenu notamment de la conjoncture politique dans laquelle nous nous engageons, il est vraisemblable qu’un Comité directeur nouveau se tiendra très prochainement, et c’est à ce moment-là que le nouveau secrétariat pourra lui être soumis.
La séance est levée.

Fondation Jean Jaurès